

# Groupe de la Banque africaine de développement



Allocution d'ouverture

## Coalition pour le dialogue sur l'Afrique (CoDA)

**Dr. Donald Kaberuka**

Président, Groupe de la Banque africaine de développement

28 novembre 2009

Tunis, Tunisie

Excellence Monsieur le Président Mogae, Président du Conseil de CoDA,

Monsieur le Professeur Bathily, Coordonnateur du Conseil de CoDA,

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil de CoDA,

Chers amis de CoDA,

Mesdames et Messieurs les administrateurs de la Banque africaine de développement,

Distingués invités,

Mesdames, Messieurs,

Bonjour.

1. Bienvenue à ce forum de dialogue multipartite sur la réponse de l'Afrique à la crise financière mondiale, qui se tient à la veille de la deuxième réunion du Conseil de la Coalition pour le dialogue sur l'Afrique (CoDA).

2. Ayant pris le relais des forums de concertation qu'étaient la *Coalition mondiale pour l'Afrique* et la *Grande Table*, l'initiative de CoDA visant à promouvoir un dialogue informel et inclusif au sein d'un éventail aussi divers qu'influent de parties prenantes

africaines vient à point nommé. À mes yeux, la nécessité de CoDA n'est plus à démontrer, et c'est maintenant qu'il faut agir. L'expérience récente montre sans l'ombre d'un doute qu'aucune institution ne peut, à elle seule, relever les énormes défis auxquels le continent est confronté. La solution à l'épineux problème du développement du continent passe par une approche stratégique misant sur les complémentarités des différentes parties prenantes.

3. Comble de l'ironie, la crise a sans conteste présenté l'une des meilleures opportunités de ce type d'approche stratégique pour répondre aux défis du développement posés au continent. Comme je l'ai dit à d'autres occasions, j'ai l'intime conviction que *cette* crise peut se révéler être l'un de ces moments qui déterminent le cours de l'histoire humaine. Non seulement elle a souligné l'urgence de mener des politiques saines, mais elle a également mis en relief l'immensité des ressources requises à cet effet, ainsi que la nécessité d'une bonne coordination pour que les différentes réponses soient plus efficaces. Plus tard, nous serons redevables devant l'histoire d'expliquer quel était notre état de préparation face à la crise et ses prolongements, quelle a

été notre réaction, si nos réponses étaient judicieuses et, plus important encore, les enseignements que nous en avons tirés.

4. À vrai dire, nos trois institutions panafricaines qui sont la cheville ouvrière de CoDA, ont réagi avec célérité pour mobiliser le dialogue en vue d'une réponse efficace et concertée de l'Afrique à la crise. En témoigne la conférence ministérielle de la mi-novembre 2008, dont les travaux et le communiqué final ont donné naissance au C10 – le *Comité des dix* des ministres africains des finances et gouverneurs de banques centrales. Le C10 est devenu un cadre incontournable pour assurer le suivi de la crise, rechercher le consensus et rendre compte aux différents chefs d'État, autant d'éléments qui ont tous contribué à consolider et renforcer la position de l'Afrique et ses messages aux enceintes internationales comme le G20.

5. Pour notre part, en notre qualité de banque de développement de premier plan en Afrique, nous avons mis en place de nouveaux instruments permettant de fournir très rapidement des ressources, tout en accélérant les délais de traitement de nos différentes opérations. La liquidité en a été accrue et le commerce a été redynamisé.

6. Cependant, aussi louables que soient ces efforts, il est manifeste que nous tous – institutions africaines et non africaines – étions peu préparés à répondre à une crise de telle ampleur. *Premièrement*, aucune de nos institutions ne disposait d'instruments de réponse à la crise ; *deuxièmement*, nous manquions de cadre de collaboration pour répondre à la crise ; et *troisièmement*, nos ressources collectives étaient insuffisantes face à une crise de cette envergure. Entre temps, apparue dans le sillage de celle des produits alimentaires et du pétrole, la crise a fait des ravages dans la plupart de nos économies. L'histoire est bien connue. Mais, pour avoir frappé l'Afrique à retardement, la crise pourrait avoir à long terme des conséquences aussi graves et durables qu'inconnues.

7. La bonne nouvelle, toutefois, est que malgré le coût néfaste de la crise sur notre continent, l'Afrique compte encore des pays qui ont fait montre d'une résilience économique remarquable, où la croissance devrait atteindre au moins 5 pour cent cette année, au nombre desquels quatre pays à faible revenu : l'Éthiopie, le Malawi, l'Ouganda et la Tanzanie. Inimaginable il y a à peine 10 ans, une telle performance n'est pas le fruit du hasard, mais l'effet de la bonne gouvernance et

des réformes, en particulier dans le domaine du commerce et du secteur financier. Ces réformes, qui ont joué un rôle majeur dans la croissance de la décennie écoulée, sont encore plus cruciales pour les années périlleuses à venir. À présent, il reste pour le continent à savoir comment soutenir les réformes macroéconomiques, améliorer le cadre des échanges commerciaux et d'investissement, et soutenir le financement du commerce et de l'investissement.

8. Nous sommes, certes, encouragés par la résilience dont ont fait preuve jusqu'à présent certains de nos pays, mais cette résilience demeure fragile et peut être réduite à néant en un clin d'œil. Nombre de pays où la croissance est encore au rendez-vous n'en restent pas moins confrontés à des niveaux élevés de pauvreté. Dans ces pays, l'effondrement de la croissance pourrait avoir des effets dévastateurs sur la pauvreté. Pour les pays sortant de conflit, les risques sont encore plus considérables, dans la mesure où le ralentissement de la croissance pourrait faire déraiser les politiques et provoquer le retour à la fragilité. En général, l'un des défis majeurs consiste à définir des politiques propres à prévenir l'effondrement de la croissance dans les pays à faible revenu et les États fragiles, et à

éviter qu'une crise de la croissance ne se transforme en crise du développement. Tel est particulièrement le cas, selon les observations de nos économistes : alors que l'accélération de la croissance peut mettre du temps avant de produire des effets sur la pauvreté, son ralentissement s'accompagne souvent d'une extrême aggravation de la pauvreté.

9. À l'échelle mondiale, des signes de reprise ont commencé à apparaître. Nous assistons au redressement des marchés boursiers et à une lente stabilisation des économies avancées et émergentes. Mais, au moment où l'économie mondiale donne des signes timides de sortie d'une profonde récession, la reprise est aussi précaire qu'incertaine. Le rythme de la reprise risque de connaître un ralentissement durant la seconde moitié de 2010 à mesure que s'estomperont les effets des plans de relance budgétaire. En outre, la demande privée devrait être inhibée par le manque de crédit, la faiblesse de l'investissement, la volonté des ménages de reconstituer leur bilan et la montée du chômage. Plus important encore, l'économie mondiale reste en proie aux mêmes déséquilibres qui prévalaient avant la crise. En effet, l'insuffisance de la demande mondiale et les incidences d'un excès de capacité dans le secteur privé deviennent un sujet de

préoccupation. À mesure que les ménages diminuent leur consommation aux États-Unis et en Europe pour accroître l'épargne et rembourser leur dette, la demande de nos exportations restera anémique. Les marchés émergents ne peuvent compenser une forte contraction de la demande dans les pays développés. C'est dire que nos producteurs doivent s'attendre à une exacerbation de la concurrence sur les marchés des exportations.

10. Pour l'Afrique, la croissance future est non seulement tributaire de la reprise mondiale, mais sans doute plus important encore, du type de politiques économiques menées par nos pays. Si les réformes n'ont plus le soutien des populations sous l'effet de la crise mondiale, le potentiel de croissance à long terme pour l'Afrique en prendra un coup. À cet égard, on ne saurait assez souligner le rôle catalyseur de CoDA comme forum de dialogue informel et inclusif, mais également comme agent dynamique du changement entre les différentes parties prenantes du continent.

11. Comme je l'ai déjà souligné, les nombreux défis qui attendent notre continent ne peuvent être relevés tous en même temps, pas plus qu'une institution soit en mesure d'y

répondre à elle seule. Nous avons tous l'espoir que CoDA servira de cadre idoine pour maximiser l'impact des différentes interventions sur notre continent grâce à une meilleure collaboration et coordination.

12. En effet, outre la consolidation de notre réponse à la crise, la *raison d'être* de CoDA rappelle tous les autres défis du développement antérieurs à la crise, qui continuent de figurer en bonne place au programme de développement du continent, comme la gestion publique, la gouvernance d'entreprise, la gestion des ressources naturelles, le changement climatique et, enfin et surtout, l'intégration régionale. L'intégration régionale revêt un intérêt particulier pour CoDA, dans la mesure où nous sommes tous fermement convaincus que c'est par la mise en commun de nos ressources que nous pourrions, en tant que continent, réaliser tout notre potentiel.

Merci de votre aimable attention et, encore une fois, bienvenue à Tunis.